



Conseil économique et social

Distr. limitée
25 juin 2021
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Soixante et unième session

1^{er}-25 juin 2021

Projet de rapport

Rapporteur : M. Arman **Khachatryan** (Arménie)

Additif

Questions relatives au programme : projet de budget-programme pour 2022

[Point 3 a)]

Programme 22 Réfugiés de Palestine

1. À sa soixante et unième session, le Comité a examiné le programme 22 (Réfugiés de Palestine) (projet de plan-programme pour 2022 et exécution du programme en 2020) [[A/76/6 \(Sect. 26\)](#)].
2. Le Président a appelé l'attention sur la déclaration de la Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, chargée de présenter le programme. Les représentants et représentantes du Secrétaire général ont répondu aux questions soulevées par le Comité lors de l'examen du programme.

Débat

3. Les délégations se sont félicitées du travail inestimable accompli par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et de l'assistance essentielle fournie aux réfugiés de Palestine, et notamment de son action humanitaire et de sa mission de protection visant à apporter une aide cruciale et à promouvoir un niveau de vie décent.
4. Il a été souligné que, malgré les défauts de financement, le travail accompli demeurerait vital, compte tenu de la crise, de l'instabilité et des conflits qui continuaient de toucher tous les secteurs d'activité dans la région. Par ailleurs, il a été noté avec satisfaction que l'Office continuait d'aider les réfugiés de Palestine à réaliser pleinement leur potentiel en matière de développement humain, en attendant qu'une solution juste et durable soit trouvée à leur situation tragique, notamment par la



fourniture d'une éducation, de soins de santé et de services sociaux aux réfugiés vivant dans des conditions difficiles et souvent dangereuses en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne, à Gaza et en Cisjordanie. Il a en outre été affirmé qu'au vu des graves bouleversements qui touchaient la région du Moyen-Orient, les Palestiniens, dont beaucoup étaient réfugiés pour la deuxième ou la troisième fois, étaient de plus en plus tributaires de l'aide internationale et que la responsabilité et la charge de travail qui incombait à l'Office s'en trouvaient singulièrement alourdies.

5. Les délégations se sont exprimées en faveur des cinq objectifs stratégiques et domaines d'activités, à savoir : a) promouvoir et protéger les droits des réfugiés de Palestine reconnus par le droit international ; b) protéger la santé des réfugiés de Palestine et réduire la charge de morbidité ; c) faire en sorte que les enfants d'âge scolaire bénéficient d'une éducation de base de qualité, équitable et sans exclusive et aillent jusqu'au bout du cycle d'enseignement ; d) renforcer les capacités des réfugiés de Palestine en vue d'accroître leurs moyens de subsistance ; e) veiller à ce que les réfugiés puissent satisfaire leurs besoins essentiels en matière de nourriture, de logement et de salubrité de l'environnement.

6. Plusieurs délégations ont évoqué les faits récents survenus dans le théâtre des opérations et ont noté qu'ils n'avaient fait qu'aggraver le sort des Palestiniens de l'enclave ; le blocus et la vaste destruction des infrastructures, dont des hôpitaux et des écoles à Gaza, avaient notamment causé une situation d'urgence médicale. Il a également été signalé qu'il y avait une pénurie d'électricité et un manque d'accès à l'eau potable, alors même que 70 000 Palestiniens avaient fui leur domicile. Une délégation a fait observer que le programme avait été préparé avant la survenue de ces faits récents et a demandé des informations sur l'action entreprise dans le cadre du programme pour atténuer les conséquences de cette destruction et sur la façon dont le programme devrait être adapté.

7. Pour ce qui est du blocus, considéré comme une entrave au développement et aux démarches de reconstruction des infrastructures civiles, et compte tenu de la stratégie et des facteurs externes pour 2022, des informations ont été demandées sur les prévisions faites par l'Office concernant la stabilité du macro-environnement et le blocus de Gaza et son incidence sur les hypothèses de planification, notamment pour garantir l'accès des réfugiés de Palestine aux vaccins contre la maladie à coronavirus (COVID-19).

8. On a également fait valoir que la situation socioéconomique difficile au Liban et en Jordanie avait des retombées directes sur les réfugiés de Palestine ; il en allait de même pour la République arabe syrienne, où les efforts se poursuivaient pour faire face aux conséquences du conflit dévastateur causé par la montée du terrorisme et les ingérences extérieures.

9. Il a été souligné que l'Office devrait poursuivre son action humanitaire jusqu'à ce que l'on trouve une solution juste au problème des réfugiés, qui est l'une des composantes essentielles d'un règlement global de la question de Palestine. À cet égard, l'importance de collaborer avec les parties et les acteurs régionaux a été mise en avant ; il s'agirait notamment de faciliter l'ouverture d'un dialogue direct et mutuellement respectueux entre Israéliens et Palestiniens, y compris au plus haut niveau, dans l'optique de parvenir à un règlement juste reposant sur le cadre juridique international, dont les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

10. Les délégations ont dit être conscientes que toutes ces tendances négatives s'inscrivaient dans le contexte de l'épidémie de COVID-19. Aussi l'accent a-t-il été mis sur la nécessité de garantir l'accès des réfugiés de Palestine aux campagnes de vaccination et sur le rôle clef que l'Office pouvait jouer à cet égard. Il a été demandé

si l'Office menait sa propre campagne de vaccination. On a noté avec satisfaction que l'Office avait la capacité de répondre efficacement aux difficultés connues et attendues liées à la COVID-19, notamment en maintenant des services d'assainissement dans les camps de réfugiés pendant la pandémie, et qu'il prenait en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convenait. Une délégation a jugé que, dans le cadre de sa riposte face à la pandémie, l'Office avait démontré ses compétences en tant que prestataire de services de première ligne, en menant une action innovante et adaptée qui continuait de tenir efficacement compte des nouvelles réalités et méthodes de travail.

11. Les délégations ont pris note de la situation financière précaire de l'Office, et notamment des déficits de financement graves et récurrents auxquels il était exposé, et ont souligné qu'il fallait lui fournir un appui et un financement stables, prévisibles et ininterrompus. Une délégation a informé le Comité qu'elle continuait d'aider l'Office, notamment au moyen de contributions régulières, et a insisté sur la nécessité de lui fournir des ressources suffisantes. À cet égard, elle a signalé qu'elle apportait une aide humanitaire directe à la Palestine, y compris en octroyant des bourses d'études à des Palestiniens. Une autre délégation a exprimé son soutien aux efforts consentis par les partenaires de l'Office, notamment dans le cadre des échanges en cours avec la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales.

12. En ce qui concerne la formation dispensée par l'Office, une délégation a demandé si celui-ci formait l'ensemble de son personnel à la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et, le cas échéant, pourquoi il n'en était pas fait mention dans le rapport.

13. Prenant note des auto-évaluations achevées en 2020 et prévues pour 2022, une délégation a appelé l'attention de l'Office sur la nécessité d'assurer un suivi constant de ses contractants et prestataires de services et de vérifier leurs antécédents, afin de garantir leur neutralité, leur transparence, leur efficacité, leur efficience et l'économie de leurs moyens. Toujours en ce qui concerne les évaluations, une autre délégation a souligné que l'Office devrait continuer d'appliquer une approche volontariste et systématique des évaluations, notamment à l'égard de l'évaluation du mécanisme d'appel d'urgence de l'UNRWA.

14. Une délégation s'est félicitée des mesures que l'Office avait prises au cours des dernières années pour réformer son travail et accroître le respect du principe de responsabilité. Une autre délégation a salué les mesures de compression des coûts prises par l'Office, la recherche d'économies, l'augmentation des recettes et la diminution des frais. Elle s'est également exprimée en faveur de la création d'un bureau du médiateur.

15. Pour ce qui est du sous-programme 2 (Protéger la santé des réfugiés de Palestine et réduire la charge de morbidité), des informations ont été demandées sur la mesure des résultats pour le résultat 1 (garantir des conditions de vie saines). En ce qui concerne la mesure des résultats présentée à la figure 26.V (nombre total de réfugiés de Palestine âgés d'au moins 40 ans soumis à un dépistage du diabète sucré), il a été demandé si l'Office avait également effectué un suivi pour d'autres maladies métaboliques. Quant à la mesure de résultats présentée à la figure 26.VII (pourcentage d'enfants âgés de 18 mois ayant reçu tous les vaccins de rappel), il a été demandé pourquoi on s'attendait à ce que cet indicateur clef de performance passe de 98 % à 95 %.

16. L'importance du sous-programme 3 (Veiller à ce que les enfants d'âge scolaire bénéficient d'un enseignement de base de qualité, équitable et sans exclusive et aillent jusqu'au bout du cycle d'enseignement) a été soulignée, notamment en ce qui concerne l'éducation des filles. Il a été noté que la COVID-19 avait manifestement

perturbé ces travaux et des informations actualisées ont été demandées sur les mesures envisagées pour aider les élèves à rattraper le temps d'apprentissage perdu.

17. Pour ce qui est du sous-programme 4 (Renforcer les capacités des réfugiés de Palestine en vue d'accroître leurs moyens de subsistance) et des informations fournies au paragraphe 26.86, selon lesquelles l'Office créerait des possibilités d'emploi pour les réfugiés de Palestine grâce à des projets d'infrastructure et de construction dans les camps, une délégation a demandé dans quelle mesure cet objectif était viable et a estimé que cette mesure risquait peut-être d'inciter encore plus de réfugiés à s'installer dans les camps au lieu de les encourager à chercher des débouchés à l'extérieur.

18. Il a également été noté que, dans le cadre du même sous-programme, l'Office fournissait un enseignement et une formation techniques et professionnels adaptés et de qualité dans ses centres de formation professionnelle et qu'environ 8 000 personnes étaient inscrites à ses cours chaque année. Dans ce contexte, une question a été posée sur la mesure de résultat présentée à la figure 26.XIII (pourcentage de diplômés de centres de formation professionnelle employés dans l'année qui suit l'obtention de leur diplôme) ; plus précisément, il a été demandé pourquoi on s'attendait à ce que le pourcentage passe de 80,9 % à 75,5 %.

19. En ce qui concerne la mesure des résultats figurant dans le tableau 26.7, selon laquelle 15 043 jeunes devraient bénéficier des produits de microfinance, avec une augmentation de la valeur des prêts accordés, il a été demandé ce qu'il adviendrait de ces prêts et si l'Office avait prévu un suivi de leur utilisation et des résultats obtenus. Il a également été suggéré de faire figurer quelques informations à cet égard dans le rapport.

20. Une délégation s'est félicitée de la poursuite du travail effectué dans le cadre du sous-programme 4 aux fins du résultat 1 (la microfinance : les clients au cœur des interventions) (par. 26.97) et a noté que le sous-programme avait continué de permettre aux réfugiés de Palestine et à d'autres groupes vulnérables et marginalisés d'avoir accès à des produits de prêt alors qu'ils n'y auraient normalement pas droit car ils possédaient peu d'actifs pouvant servir de garantie. Elle a salué le fait qu'au titre du résultat 2 (élargir l'accès à la microfinance) (par. 26.100), le sous-programme avait également étendu ses opérations en République arabe syrienne en ouvrant une nouvelle agence de crédit à Sahnaya, en ciblant de nouveaux clients à Husseiniyé et en réduisant les taux d'intérêt pour les clients réfugiés de Palestine afin de stimuler l'activité.

21. En ce qui concerne le sous-programme 5 (Veiller à ce que les réfugiés de Palestine puissent satisfaire leurs besoins essentiels en matière de nourriture, de logement et de salubrité de l'environnement), il a été demandé si le chiffre prévu pour l'intervention en matière de logement englobait également les personnes dont les habitations avaient été détruites lors des événements récents. Toujours au sujet de ce sous-programme, des informations ont été sollicitées sur la collaboration que l'Office avait entreprise en matière d'assistance alimentaire en nature afin d'accroître l'efficacité et l'efficacé.

Conclusions et recommandations

22. Le Comité s'est félicité du travail essentiel accompli par l'UNRWA, qui a continué de fournir une assistance humanitaire, des services de protection et une aide au développement humain aux 5,7 millions de réfugiés de Palestine recensés, en particulier aux femmes et aux enfants. Il a réaffirmé qu'en améliorant le sort des réfugiés de Palestine, l'Office jouait un rôle vital en faveur de la stabilité de la région et de la viabilité de la solution des deux États. Il a félicité le personnel

de l'Office du travail inestimable qu'il avait accompli dans un environnement exceptionnellement difficile du point de vue de la sécurité et sur les plans politique et financier, notamment en raison de la pandémie de COVID-19.

23. Le Comité a approuvé les cinq objectifs stratégiques proposés pour 2022, noté avec satisfaction les efforts que l'Office avait consentis pour offrir une éducation complète et inclusive aux enfants d'âge scolaire, y compris un enseignement élémentaire et préparatoire, et recommandé que l'Assemblée générale encourage l'UNRWA à se concentrer davantage sur cette question importante.

24. Le Comité a fait remarquer que le projet de plan-programme avait été élaboré avant la survenue du conflit lié à Gaza en mai 2021.

25. Le Comité a noté avec satisfaction que l'Office avait été en mesure d'adapter rapidement ses méthodes de travail et de réagir efficacement aux problèmes liés à la pandémie de COVID-19, notamment en fournissant des services d'assainissement dans les camps de réfugiés et en maintenant la prestation de services de base, et s'est félicité que l'UNRWA ait continué d'intervenir tout au long de l'année 2020. Il a recommandé que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général de solliciter à nouveau une aide internationale visant à renforcer la prestation des services de base de l'Office, selon que de besoin.

26. Le Comité a souligné qu'il importait que l'Office continue de prendre en compte systématiquement les questions de protection et d'intégrer les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient.

27. Le Comité a pris note des auto-évaluations achevées en 2020 et prévues pour 2022 et a appelé l'attention de l'Office sur la nécessité d'assurer un suivi constant de ses contractants et prestataires de services et de vérifier leurs antécédents, afin de garantir leur neutralité, leur transparence, leur efficacité, leur efficience et l'économie de leurs moyens.

28. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale approuve le descriptif du programme 22 (Réfugiés de Palestine) du projet de budget-programme pour 2022.